

« Baromètre 2026 de l'Épargne en France et en régions »

I - SUR LE COMPORTEMENT D'ÉPARGNE DES FRANÇAIS :
Des habitudes inchangées,
mais des signaux révélateurs d'un environnement conjoncturel fragilisé.

II - SUR LA RETRAITE DANS UN CONTEXTE DE BAISSSE MAJEURE DE POUVOIR D'ACHAT :
Avec un bond annuel de + 15 points,
43 % des actifs comptent exclusivement sur le système de retraite par répartition actuel
pour assurer la totalité de leurs revenus une fois à la retraite.

Parmi les 37 % de Français souhaitant une réforme différente de celle de 2023 suspendue,
63 % privilégient clairement l'option de cotiser davantage durant leur vie active
pour augmenter les recettes sans toucher à la durée de cotisation.

III - SUR L'ÉCONOMIE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET SON FINANCEMENT :
Une réticence persiste,
seuls trois Français sur dix sont prêts à investir dans la défense nationale.

Année après année, le « Baromètre de l'épargne en France et en régions », réalisé par Ifop pour Altaprofits, Courtier et Conseil en Gestion de Patrimoine en ligne, décrypte le comportement d'épargne des Français, avec des approfondissements spécifiques sur le financement de la retraite ou encore celui de la défense nationale. Cette 8^e édition s'inscrit dans un double contexte de tensions : une instabilité politique et des contraintes budgétaires en France, un climat international dégradé par la guerre commerciale de Donald Trump et le conflit au Moyen-Orient, avec un impact direct sur le pouvoir d'achat des Français.

Ce qu'il faut retenir de l'édition 2026 de ce sondage :

I - LE COMPORTEMENT D'ÉPARGNE DES FRANÇAIS EST INCHANGÉ MALGRÉ DES SIGNAUX RÉVÉLATEURS D'UN ENVIRONNEMENT CONJONCTUREL FRAGILISÉ

En termes de placement d'argent, de fréquence et de type de produits d'épargne : **81 % de Français déclarent placer de l'argent sur leurs produits d'épargne, 62 % le font au moins une fois tous les six mois, dont 37 % au moins une fois par mois, ces proportions sont stables depuis 2020.**

On note que la fréquence mensuelle concerne plus particulièrement les hommes de moins de 35 ans (50 %) et les catégories les plus aisées financièrement (en premier lieu, les classes moyennes supérieures à hauteur de 51 % avec au moins 2 262 € de revenus mensuels par personne au foyer).

Parmi ceux ayant déclaré posséder au moins un produit d'épargne (95 % de l'échantillon), la frilosité à l'égard des placements à risque constitue toujours un invariant : **plus des trois quarts (79 %) déclarent avoir recours à des produits sans risque, même avec un faible rendement.** Si ce résultat est similaire à 2025, ce taux est en augmentation de + 3 points par rapport à 2024 et de + 4 points versus 2023. **Premier signal : une prudence qui se renforce encore probablement liée aux turbulences économiques et géopolitiques.**

Les femmes sont les plus concernées (83 % contre 74 % pour les hommes), aussi bien celles de moins de 35 ans (85 % contre 64 %

pour les hommes) que celles de plus de 35 ans (83 % pour 76 % d'hommes), les retraités (83 %) ; les catégories modestes avec des revenus mensuels inférieurs à 1 608 € par personne au foyer (85 %) également.

À l'inverse, 18 % des épargnants continuent de privilégier des produits « un peu risqués » avec un rendement espéré plus important (stable), tandis qu'à peine 3 % des épargnants déclarent avoir recours à des produits risqués avec une chance d'obtenir un rendement important, un chiffre en baisse régulière avec 1 point de moins par an depuis 2023, soit - 3 points versus avril 2023.

Deux placements continuent de dominer largement le comportement d'épargne des Français : **les livrets réglementés (Livret A, LDDS, PEL, ...) pour 3 épargnants sur 4 (75 %, stable versus 2024)**, malgré les baisses successives du taux servi depuis février 2025, et, **dans une moindre mesure, un contrat d'assurance vie ou de capitalisation pour plus d'1 épargnant sur 4 (27 %, + 3 points par rapport à 2025)**. 14 % font le choix d'épargner dans un Plan Épargne Retraite (PER), 13 % dans un Plan Épargne en Actions (PEA), 2 % dans des Sociétés Civiles de Placement Immobilier (SCPI) ; d'une année sur l'autre, ces taux sont stables.

Second signal du contexte dégradé : pour la deuxième année consécutive, on observe que 13 % des sondés font le choix de laisser tout leur argent sur leur compte courant (soit un bond de + 7 points versus 2024). **un choix révélateur d'une position attentiste forte dans un environnement d'incertitudes.**

En particulier, les 65 ans et plus (15 %), les retraités (16 %), les retraités CSP- (19 %).

Les observations d'Altaprofits :

En 2025, dans le prolongement d'une hausse quasi-continue depuis le milieu des années 2010, le taux d'épargne des ménages français atteignait 18,3% du revenu disponible brut selon la Banque de France. Cette dynamique se retrouve dans la collecte de l'assurance vie, qui enchaîne des mois record de collecte en 2026 après une forte croissance déjà en 2025.

Derrière cette épargne élevée se cache davantage une stratégie défensive qu'une recherche de performance. Nos résultats confirment une accentuation progressive de l'aversion au risque depuis 2023, traditionnellement forte chez les Français, dans leurs comportements d'épargne. Une large majorité d'épargnants privilégie les placements sans risque, quitte à renoncer à un rendement plus élevé, tandis que logiquement, la part des Français optant pour des produits risqués diminue encore. Cette aversion au risque, naturelle chez les seniors en phase de préservation du capital, se concentre également chez les femmes et les ménages modestes, révélant des inégalités persistantes face à l'investissement. **Le climat d'incertitudes économiques et géopolitiques amplifie cette tendance, incitant à sécuriser plutôt qu'à dynamiser son épargne.**

Un autre signal préoccupant réside dans l'immobilisation croissante des liquidités. La part de Français déclarant conserver l'intégralité de leur épargne sur leur compte courant reste similaire à 2025, en nette hausse par rapport à 2024. Ce comportement, particulièrement marqué chez les plus âgés, révèle une préférence pour la disponibilité immédiate et une difficulté persistante à se projeter vers des placements plus engageants.

« Année après année, les Français continuent d'épargner, mais privilégient la sécurité au détriment du rendement. Depuis 2024, à l'aversion au risque culturelle s'ajoutent des signaux d'attentisme, conséquence du contexte macroéconomique et géopolitique dégradé. »,

Catherine Baudeneau, Directrice Marketing Offre et Communication d'Altaprofits.

En régions :

• **Les habitants de Normandie** sont ceux déclarant le plus placer de l'argent au moins une fois tous les six mois (14%, + 5 points versus la moyenne nationale), tandis que **les habitants de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur** sont ceux déclarant le moins placer de l'argent sur la fréquence d'au moins une fois par mois (29 %, - 8 points versus la moyenne nationale)

• **Les résidents d'Île-de-France** se confirment quant à eux moins averses au risque, privilégiant ainsi davantage les produits risqués avec un rendement espéré plus important (6 %, + 3 points en comparaison avec la moyenne nationale). Ils sont également plus nombreux à avoir privilégié au cours de l'année 2025 un Plan Épargne Retraite (PER) (19 %, + 5 points versus la moyenne nationale), un Plan Épargne Actions (PEA) (19 %, + 6 points par rapport à la moyenne nationale), une ou plusieurs Sociétés Civiles de Placement Immobilier (SCPI) (5 %, + 3 points versus la moyenne nationale), des placements davantage permis sans doute grâce à un niveau de revenus plus élevés qu'en moyenne aux abords de la capitale et un nombre plus important de cadres et de professions intellectuelles supérieures.

• **Les habitants des Hauts-de-France** figurent parmi les moins nombreux à avoir eu recours à un Plan Épargne Retraite (PER) (9 %, - 5 points versus celle nationale), alors que par ailleurs **les résidents du Centre-Val de Loire** se situent les plus nombreux à avoir privilégié un contrat d'assurance vie ou de capitalisation (37 %, + 10 points par rapport à la moyenne

nationale).

- **Les résidents de Nouvelle-Aquitaine** sont ceux qui ont le moins laissé tout leur argent sur leur compte courant (8 %, - 5 points versus la moyenne nationale).

II. LA RETRAITE DANS UN CONTEXTE DE BAISSÉ MAJEURE DU POUVOIR D'ACHAT

1• LES ACTIFS COMPTENT DE PLUS EN PLUS EXCLUSIVEMENT SUR LE SYSTÈME DE RETRAITE PAR RÉPARTITION

- **Dans leur grande majorité, les actifs français anticipent une baisse de leur niveau de vie au moment de la retraite, bien qu'ils ne connaissent pas le montant qu'ils percevront pour la plupart :**

Si 7 actifs sur 10 (70 %) ne connaissent pas le montant qu'ils percevront au moment de la retraite, dont 44 % qui déclarent l'ignorer tout à fait (scores très stables depuis avril 2023), **ils sont tout autant voire plus à anticiper une baisse de leur niveau de vie** (75 %, un score en hausse de 3 points versus avril 2025 et de + 6 points versus novembre 2024), tandis que seuls 4 % estiment que leur niveau de vie pourrait augmenter (score stable) et 21 % qu'il devrait rester stable (- 2 points versus 2025 et - 5 points versus 2024).

Derrière ce glissement vers un niveau de vie revu à la baisse, force est de constater que **les actifs témoignent d'un état d'esprit de plus en plus pessimiste sur le sujet**. *Cette crainte d'une baisse de revenus concerne plus particulièrement les 50-64 ans (82 %), c'est-à-dire ceux pour qui l'horizon temps de la retraite se rapproche, les femmes de 35 ans et plus (80 %) ainsi que les célibataires avec enfant(s) à charge (86 %), qui constituent traditionnellement les catégories les plus fragilisées économiquement.*

- **Dans ce contexte pessimiste quant à l'avenir, les actifs sont plus nombreux qu'en 2025 à compter exclusivement sur le système de retraite par répartition pour assurer la totalité de leurs revenus à la retraite :**

La part des actifs envisageant de s'appuyer exclusivement sur le système de retraite actuel connaît une remontée substantielle en 2026, inversant la tendance baissière observée en 2025. Ils sont désormais 43 % à estimer que leurs revenus proviendront en totalité du système de retraite par répartition (un score qui enregistre une hausse de + 15 points par rapport à avril 2025). *Les femmes de 35 ans et plus sont ici plus nombreuses cette année que les hommes à compter uniquement sur le système de retraite par répartition et par rapport à 2025 (51 % de femmes, + 18 points versus 2025, contre 48 % d'hommes, + 15 points par rapport à 2025). La catégorie pauvre des actifs (moins de 1080 € de revenu mensuel) est la plus concernée (57 %, + 19 points en comparaison à 2025), et les ouvriers (55 %, + 16 points versus 2025). Enfin, ce sont surtout ceux qui épargnent moins d'une fois par an, voire jamais qui sont les plus représentés (64 %, + 17 points versus 2025).*

Ainsi, mécaniquement, les actifs sont moins nombreux que l'année dernière à envisager que leurs revenus pourraient majoritairement provenir du système de retraite par répartition actuel avec un complément par capitalisation issu de leur épargne ou de leurs placements financiers ou immobiliers (39 %, - 8 points par rapport à 2025), et à considérer que leurs revenus pourraient provenir à parts égales de leur pension de retraite et de leurs placements (9 %, - 6 points). Ces deux réponses retrouvent un niveau proche des résultats de 2024, après la hausse qu'elles avaient connue en 2025.

En régions :

- **Les actifs de Auvergne-Rhône-Alpes** sont les moins nombreux à compter sur le système de retraite par répartition pour assurer en totalité leur niveau de vie à la retraite (34 %, - 9 points par rapport à la moyenne nationale).
- **Les actifs franciliens** sont parmi les plus nombreux à envisager un niveau de vie stable (27 %, + 6 points versus la moyenne nationale) ou augmenté (7%, + 3 points en comparaison avec la moyenne nationale) à leur retraite. Paradoxalement, ils sont pourtant plus informés qu'en moyenne du montant de leur future pension retraite (36 %, + 6 points par rapport à la moyenne nationale).
- **Les actifs d'Occitanie** sont les plus nombreux à estimer que leur niveau de vie va diminuer (84 %, + 9 points versus la moyenne nationale).
- **Les actifs d'Auvergne-Rhône-Alpes** sont sous-représentés parmi les connaisseurs de leur future pension retraite (22 %, - 8 points en comparaison avec la moyenne nationale).

2• UNE FRANCE DIVISÉE EN TROIS SUR L'AVENIR DE LA RÉFORME DES RETRAITES 2023 ACTUELLEMENT SUSPENDUE

La réforme des retraites 2023 était destinée à remédier au déséquilibre démographique de façon à pérenniser le système de retraite français (*en particulier, en reculant l'âge légal de départ à la retraite de 62 ans à 64 ans à horizon 2030*). Elle a été suspendue provisoirement dans le cadre de la loi de financement de la sécurité sociale 2026 jusqu'à l'élection présidentielle 2027. Interviewés quant à son devenir, les Français se divisent en trois blocs assez équilibrés, sans majorité claire :

37 % des Français souhaitent qu'une autre réforme soit envisagée – différente de celle initiée en 2023 –, 34 % voudraient que la réforme soit purement et simplement abrogée et 29 % estiment qu'il faudrait appliquer la réforme telle que prévue initialement.

Les 18-24 ans sont ici parmi les plus nombreux à souhaiter que soit envisagée une autre réforme (44 %), tandis que la demande d'abrogation est portée par les moins de 35 ans (39 %) et par particulièrement les profils populaires : les ouvriers (45 %), les catégories pauvres (41 %). L'adhésion à l'application de la réforme est quant à elle plus forte chez les retraités CSP+ (47 %), les 65 ans et plus (40 %), les hommes de 35 ans et plus (32 %) et les catégories aisées (43 %).

Parmi les 37 % de Français souhaitant une réforme différente, une majorité claire émerge sur les leviers à privilégier :

- **63 % soutiennent l'idée de cotiser davantage durant la vie active pour augmenter les recettes sans toucher à la durée de cotisation** – une option clairement privilégiée *notamment par les plus jeunes (le taux monte à 67% pour les moins de 35 ans, et même à 74% pour les 18-24 ans).*

- À l'inverse, **32 % des Français pensent qu'il faudrait travailler plus longtemps** pour tenir compte de l'allongement de l'espérance de vie et pour augmenter le nombre d'actifs qui cotisent ; *cette option est particulièrement soutenue par les 65 ans et plus (50 %) et, en particulier, par les retraités CSP+ (54 %). Ces 2 segments peuvent être considérés comme neutres, puisque non concernés à titre personnel par une éventuelle réforme.*

- Enfin, **l'option d'une baisse de niveau des pensions de retraite pour inciter à capitaliser par eux-mêmes pour leur future retraite est rejetée par 82 % des Français** ; *cette dernière option constituant plutôt l'apanage des catégories déjà privilégiées économiquement : les cadres et professions intellectuelles supérieures (29 %), les hauts revenus (33 % avec mensuellement plus de 3 652 € de revenu par personne au foyer) et les plus diplômés (31 % pour les 2^e et 3^e cycles).*

Les observations d'Altaprofits :

Les années passées ont montré que plus de 80% des actifs français étaient convaincus qu'il fallait épargner pour sa retraite, chiffre stable d'année en année. D'ailleurs, le Plan Épargne Retraite (PER), produit retraite par excellence, poursuit sa progression de manière régulière.

Pourtant, plusieurs constats alertent : nous observons une forte progression d'actifs qui comptent exclusivement sur le système par répartition pour assurer leurs revenus une fois à la retraite, progression tirée par les catégories les plus fragiles. Les autres signaux observés dans l'étude laissent à penser que ce n'est pas par regain de confiance dans le système, mais plus par absence de choix. D'ailleurs, le PER cible les actifs plutôt aisés, séduits par les avantages fiscaux proposés et disposant déjà d'une capacité d'épargne confortable. Pour une partie importante des classes moyennes et modestes, les priorités restent davantage centrées sur le maintien du pouvoir d'achat, la capacité d'épargne immédiate pour faire face aux imprévus et la visibilité à court terme que sur l'optimisation fiscale et la préparation de la retraite à long terme. Ce clivage se confirme dans le rejet massif de la piste – pour une autre réforme des retraites – d'une baisse des pensions afin d'encourager davantage de capitalisation individuelle, piste qui n'est soutenue que par les catégories les plus aisées.

Enfin, la moyenne d'âge d'adhésion au PER reste élevée. Sur le plan financier, l'idée que le meilleur moyen de préparer sa retraite est de commencer tôt, même avec de très petites sommes investies sur les marchés financiers, n'a pas encore véritablement fait son chemin. L'aversion au risque, frein majeur à l'investissement sur les marchés financiers, revient ici également dans le jeu et continue de peser lourd.

« Avec une moyenne d'âge à l'ouverture de 51 ans chez Altaprofits, on voit qu'il faut encore de la pédagogie pour inciter à l'ouverture d'un produit retraite très tôt avec de petites sommes régulières, placées sur les marchés financiers pour profiter du dynamisme long terme de ces derniers. La retraite par capitalisation individuelle a encore du chemin à parcourir. »

Catherine Baudeneau.

En régions :

• **Les habitants dans le Grand-Est** sont les plus nombreux à opter pour une autre réforme des retraites, différente de celle initiée en 2023 (44 %, + 7 points versus la moyenne nationale), tandis que **ceux de Normandie** se sont largement déclarés

pour son abrogation définitive et pour trouver d'autres sources de financement des retraites pour les années à venir (45 %, + 11 points par rapport à la moyenne nationale).

- **Les Franciliens** sont moins nombreux à être pour l'abrogation définitive de la réforme des retraites 2023 (28 %, - 6 en comparaison avec la moyenne nationale).

III – LE FINANCEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE N'INTÉRESSE TOUJOURS QU'UNE MINORITÉ DE FRANÇAIS EN DÉPIT D'UNE LOGIQUE DE RÉARMEMENT POUR LA SÉCURISATION DES NATIONS PARTOUT EN EUROPE

La première mesure d'opinion sur le thème de la défense a été faite lors de la vague d'avril 2025, alors que les discours sur la nécessité du réarmement européen se développaient et que l'État français annonçait le projet de création d'un fonds dédié. Le fonds Bpifrance Défense S.L.P. a été lancé en octobre 2025. Depuis, l'environnement géopolitique s'est encore dégradé avec notamment la guerre au Moyen-Orient. Dans ce contexte, la deuxième mesure sur le thème de la défense montre que l'attrait des Français pour l'investissement au profit de la défense nationale n'a pas évolué par rapport aux mesures d'avril 2025.

Seuls trois Français sur dix sont prêts à investir une partie de leurs économies dans des fonds d'investissement ou des produits d'épargne destinés au financement de la défense nationale (30 % dont 5 % « certainement »), un score qui se révèle particulièrement stable par rapport à l'année dernière. *On retrouve parmi les plus enclins à investir les hommes (39 %), en particulier ceux de moins de 35 ans, les 18-24 ans (41 %), les cadres et professions intellectuelles supérieures (44 %), les diplômés du supérieur (39 % des 2^e et 3^e cycles) et les Français à partir du revenu des classes moyennes supérieures (à compter de 2 262 € de revenu mensuel par personne au foyer, 38 %).*

À l'inverse, parmi les 70 % de Français qui sont plutôt réfractaires à investir dans des fonds d'investissement ou des produits d'épargne dédiés à la défense nationale (stable), 44 % le justifient par des raisons politiques, éthiques ou morales (quasi-stable, soit + 2 points versus 2025) : près d'un quart (24 %) considèrent avant tout ce financement comme une prérogative devant relever exclusivement de l'État et des impôts, tandis que 15 % mentionnent l'idée selon laquelle financer l'économie de la défense va à l'encontre de leurs principes éthiques et que 5 % estiment que cela n'est pas compatible avec une politique Environnementale, Sociale et de Gouvernance (ESG).

En parallèle, **40 % mettent en avant des raisons économiques ou financières (stable) :** 18 % craignent une trop grande prise de risque, 12 % estiment que ce type de produits ne correspond pas à leurs attentes en termes de durée de placement ou de montant minimal d'investissement, 6 % doutent du rendement et 4 % n'ont pas les moyens d'investir dans de tels fonds.

Enfin, 12 % des réfractaires ne citent aucune raison particulière.

Les Observations d'Altaprofits :

Le premier frein évoqué est le fait que le financement de la défense doit relever de l'État et des impôts. Manière de rappeler que, pour flécher l'épargne des Français vers un secteur spécifique, une incitation est toujours un facilitateur. D'autant plus s'il s'agit d'investir dans le non coté, secteur encore méconnu et perçu comme risqué. Or le besoin de financement concerne les Petites et Moyennes Entreprises (PME) et des Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) de la défense. Une première réponse a été apportée avec la création du fonds Bpifrance Défense, mais il se heurte aux freins traditionnels du capital investissement au 1er rang desquels la durée de blocage et la perception du risque, sans visibilité sur le rendement attendu. Sur les raisons éthiques ou en lien avec le critère de l'investissement responsable ESG (Environnement Socialement Responsable), l'enjeu sera de renforcer la transparence sur l'utilisation de l'investissement et de mieux démontrer la dimension ESG des entreprises financées. En 2025, les précisions apportées par l'Union européenne ont confirmé qu'investissement durable et défense ne sont pas incompatibles, à condition de respecter des exigences élevées de transparence et d'exclusions ciblées. Le message est passé, il faut désormais convaincre.

« Les 30 % de Français prêts à investir dans le secteur de la défense restent stables depuis un an, malgré un contexte géopolitique hautement dégradé. Cette stabilité montre que les réticences ne relèvent pas uniquement d'un manque d'information, mais aussi de convictions personnelles et de considérations éthiques profondément ancrées. »,

Catherine Baudeneau.

En régions :

- **Les habitants d'Île-de-France** sont plus nombreux à se déclarer prêts à investir leurs économies dans des produits

d'épargne dédiés à la défense nationale (33 %, + 3 points versus la moyenne nationale).

. Parmi ceux qui déclarent ne pas souhaiter investir leurs économies dans ce type de fonds d'investissement ou produits d'épargne, **les habitants de la région Nouvelle Aquitaine** sont les plus nombreux à déclarer que des raisons économiques ou financières les en empêchent (48 %, + 8 points versus la moyenne nationale) quand **les résidents de Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse** estiment que le financement de la défense doit uniquement relever de l'État et des impôts (33 %, contre 24 % de moyenne nationale). Enfin, **en Bretagne**, les habitants déclarent que le financement de la défense n'est pas compatible avec une politique ESG (Environnementale, Sociale et de Gouvernance) (12 % contre 5 % de moyenne nationale).

Méthodologie : Le « Baromètre 2026 de l'Épargne en France et en régions » a été réalisé par Ifop du 30 mars au 8 avril 2026, auprès d'un échantillon de 2 412 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, et constitué selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne.

* Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante : « **Baromètre Ifop pour Altaprofits, 2026** » et aucune reprise de l'enquête ne pourra être dissociée de cet intitulé.

La restitution du « **Baromètre Ifop pour Altaprofits, 2026** »,
les données brutes, la présentation des résultats (slides) sont disponibles sur demande.

En pièces jointes, le communiqué en version .pdf. et une infographie.

Contact presse :

Brigitte Huguet - information-presse@altaprofits.fr

À propos d'Altaprofits : Altaprofits est Courtier et Conseil en Gestion de Patrimoine sur Internet depuis 1999. Son ambition depuis plus de 25 ans : offrir aux épargnants le meilleur de l'épargne, au meilleur prix, enrichi de son savoir-faire et de celui de ses partenaires qui figurent parmi les plus grands noms de la finance.

Altaprofits propose :

- Des solutions en épargne, retraite, immobilier, Private Equity et défiscalisation conçues pour tous les projets et avec des partenaires assureurs et sociétés de gestion d'actifs réputés. Ses contrats sont régulièrement récompensés par la presse financière et patrimoniale.

- Une équipe certifiée de Conseillers en Investissements Financiers (CIF) et par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), à l'expertise patrimoniale reconnue qui accompagne les épargnants dans la construction, la valorisation et la transmission de leur patrimoine. Clarté et transparence constituent leurs priorités.

- Un accès direct à ses partenaires de renom afin de décrypter l'actualité économique et financière au quotidien.

- Une plateforme internet altaprofits.com, pour consulter et interagir en toute sécurité et en temps réel sur l'épargne et un robo-advisor qui permet de suivre et d'optimiser la gestion financière de son contrat, en analysant quotidiennement le couple rendement/risque.

Altaprofits est une Société par Actions Simplifiée (SAS) au capital de 11 912 727,82 euros ayant son siège social au 35-37, rue de Rome - 75008 Paris. Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 535 041 669 et sur le registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance (www.orias.fr) sous le numéro 11 063 754. Tél. : 01 44 77 12 14 (*appel non surtaxé*) / www.altaprofits.com

Communication à destination des professionnels.